

# Insurrection militaro-religieuse à Madagascar

Alternatives Internationales – Blog GIRAF – Mathilde Gingembre – 02/06/10

Les 19 et 20 mai derniers, des éléments de la FIGN (Force d'Intervention Spéciale de la Gendarmerie Nationale) se rebellaient contre le pouvoir de transition malgache et appelaient les civils à leur venir en soutien. Peu suivi (entre 500 et 1000 personnes selon les sources), le mouvement sera maté dans la journée mais suscitera une profonde inquiétude et surtout laissera 4 morts et une quinzaine de blessés dont des civils et des religieux. Si quelques sympathisants de l'opposition se rallièrent aux frondeurs, le gros des troupes fut mobilisé par le HMF (Hetsiky ny Mpitondra Fivavahana), mouvement religieux qui, depuis plusieurs mois déjà, s'élève contre les pratiques de la Haute Autorité de Transition. Un épisode qui vient rappeler combien les Eglises et les casernes, deux forces aussi divisées que politisées, occupent une place cruciale dans l'actuel contexte de crise à Madagascar.

## Simple mutinerie ou véritable tentative de coup d'Etat ?

La révolte du camp de Fort-Duchesne à Antananarivo est venue parachever plusieurs mois d'actions de pression sur le pouvoir d'Andry Rajoelina. Au mois de février déjà, les sous-officiers de la FIGN lançaient un ultimatum à la Haute Autorité de Transition pour exiger le retour aux accords internationaux dont celle-ci s'était affranchie. En parallèle, les frondeurs érigeaient des barrages pour réclamer la mise en place d'une commission d'enquête au sujet de « l'affaire des 500 millions », l'accaparement par leurs supérieurs des 200.000 euros que l'ancien chef d'Etat Marc Ravalomanana avait versés à leur camp en décembre 2008. Le 4 mai dernier, ils appelaient à l'instauration d'un Directoire militaire pour mettre un terme à une transition jugée hésitante et dangereuse et invitaient les sous-officiers des autres corps armés à venir étoffer leurs rangs. Ces agitations leur auraient valu des menaces, à la suite desquelles « le seul camp qui ose encore dire la vérité » craignait d'être désarmé. La veille de l'insurrection du 20 mai dernier, protestations internes et critiques politiques étaient indistinctement avancées, ce qui laissait planer le doute sur les véritables intentions des frondeurs. Tandis que les barrages érigés autour du camp de Fort-Duchesne visaient à marquer leur colère face à l'inaboutissement de l'enquête promise par le pouvoir, le communiqué publié par le lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy appelait à la sortie de crise et, à cette fin, invitait tous les déçus du régime à une réflexion collective autour de ses hommes. Aux autorités qui déclarent aujourd'hui que des manipulations politiques sérieuses sont à l'origine de la mutinerie, on se permettra de remarquer que le cas échéant, l'investissement a été peu assumé et mal préparé: aucune haute personnalité de l'opposition ne se déplacera hormis quelques anciens députés du TIM (le parti du président évincé) et d'un point de vue militaire, le mouvement non seulement échouera à s'étendre à d'autres corps mais ne parviendra pas même à mobiliser l'ensemble de son propre camp. Seule une vingtaine de gendarmes de Fort-Duchesne répondront présents au rendez-vous.

## « Lutter jusqu'à ce que la volonté de Dieu règne dans le pays »

Alors qu'après un an et demi de crise politique les mobilisations de l'opposition s'essouffent, la seule réponse enthousiaste est venue du monde religieux. Le Mouvement des Ecclésiastiques (HMF), qui cherchait depuis plusieurs jours un lieu de rassemblement autorisé, répondra à l'invitation en invitant ses fidèles à un culte qui se tiendrait devant le camp des insurgés de la FIGN. Agé de quelques mois seulement mais déjà bien connu de la population malgache, ce groupement rassemble différentes appartenances confessionnelles - ses animateurs sont issus des Eglises réformée, anglicane, orthodoxe ainsi que des Eglises indépendantes - autour de la volonté de « défendre la vérité et les droits de l'homme ». Bien que déclarés politiquement neutres, leurs cultes s'illustrent par la participation d'éminents membres de l'opposition et par les diverses récriminations adressées aux dirigeants actuels de la transition. Depuis quelques semaines, ses responsables appelaient à la démission d'Andry Rajoelina et la veille des événements de Fort-Duchesne, ils annoncèrent « le début d'une réelle action d'envergure, dont l'objectif serait de déraciner le mal dont souffre le pays ». Leur arrivée sur les lieux se fit sous les chaleureux applaudissements des mutins. A leur tour les fidèles encourageront ces derniers à l'arrivée des forces régulières et ne se disperseront qu'après l'intensification des tirs et la mort d'un élément des forces loyales à

la Haute Autorité de Transition. Les pasteurs du Mouvement des Ecclésiastiques iront jusqu'à suivre les hommes de Raymond Randrianjafy dans leur retranchement dans le camp de Fort-Duchesne. Avec un mort, une arrestation et la convocation de deux de ses membres à la gendarmerie, la HMF paiera son engagement au prix fort. Ses responsables se déclarent cependant déterminés à poursuivre leur action: « Nous allons lutter jusqu'à ce que la volonté de Dieu règne dans le pays », ont-ils assuré.

### **La radio protestante sévèrement réprimée**

Ce rapprochement entre militaires et clergé est en partie l'œuvre de la radio Fahazavana. Relayant généreusement l'appel des éléments de la FIGN, la radio protestante encouragea son auditoire à participer au culte que le Mouvement des Ecclésiastiques organisait à leurs côtés. Depuis le début de la crise, celle-ci se fait le relai des actions d'opposition à la HAT et des déclarations portées par l'ancien chef de l'Etat actuellement en exil en Afrique du Sud. Une position peu surprenante de la part d'un média proche de Marc Ravalomanana à double titre: média officiel de l'Eglise FJKM, dont il a été et demeure le vice-président, la radio Fahazavana est par ailleurs liée par un accord commercial à son consortium industriel, Tiko, lequel prend notamment en charge les salaires des employés. Perquisitionnée à de nombreuses reprises depuis le début de la crise, elle est désormais interdite de diffusion. Le soir même des événements de Fort-Duchesne, ses matériels étaient confisqués au cours d'[une intervention musclée qui n'était pas sans rappeler celle menée quelques jours plus tôt au siège de la radio privée Fréquence Plus](#) (absence de mise en demeure préalable, dégâts matériels, blessés et arrestations). A cette occasion, dix de ses employés furent arrêtés et placés en détention provisoire, parmi lesquels Tiburce Soavinarivo, journaliste-pasteur de renommée. Accusés d'incitation à la violence et de soutien à une radio pirate, ceux-ci attendent maintenant leur procès à la maison centrale d'Antanimora.

Fortement soupçonnée de soutenir, au moins moralement, les mouvements de contestation à Andry Rajoelina, la FJKM ne s'est jamais officiellement positionnée par rapport aux initiatives du Mouvement des Ecclésiastiques que l'on attribue principalement aux pasteurs de cette même Eglise. On remarquera toutefois qu'au moment où les gendarmes de la FIGN faisaient monter la pression, le message de Pentecôte délivré par le pasteur Lala Rasendrasahina appelait les chrétiens à s'élever de manière pacifique contre les violences qui se multipliaient dans le pays. Le président de la FJKM condamne maintenant fermement les violences et arrestations dont ont souffert ses pasteurs ainsi que la fermeture de la radio Fahazavana. Il aurait, sur ce dernier sujet, déposé une plainte avec l'appui, dit-il, de plusieurs Eglises étrangères telles que l'Alliance Réformée Mondiale, la CEVAA, le département Missionnaire Suisse et la PCUSA.

### **Interdire les manifestations?**

« Coup d'Etat, rébellion et appel à manifestation non autorisée »: les chefs d'accusation qui pèsent sur le pasteur arrêté avertissent du peu de tolérance avec laquelle les autorités comptent de leur côté accueillir les mouvements de protestation, tout religieux soient-ils. Dans un contexte où se multiplient les rumeurs de coups d'Etat avortés ou déjoués, le premier ministre Camille Vital avait déjà promis de [sévir contre les grévistes et manifestants](#). Le colonel, récemment promu général, avait même envisagé d'interdire l'ensemble des manifestations au prétexte que celles-ci n'avaient plus lieu d'être depuis qu'[Andry Rajoelina s'était engagé à ne pas se présenter aux élections présidentielles](#). Plutôt que d'achever un président mal en point, les événements du 20 mai pourraient donc bien conforter la HAT dans sa méthode forte et dans son refus de partager le pouvoir comme l'ont fait toutes les précédentes tentatives de déstabilisation. Au moment où Andry Rajoelina vient de faire savoir qu'il ne retournera plus discuter avec ses adversaires à Pretoria, les autorités se sont empressées de saisir cette occasion pour [accuser Marc Ravalomanana de vouloir fomenter une guerre civile](#). Si les différentes allégations d'ingérence étrangère et de corruption grassément rémunérée ne sont pour l'instant qu'à l'état de rumeurs, le constat selon lequel les révélations de Marc Ravalomanana sur l'affaire des 500 millions ont « créé une tension au sein des forces armées notamment entre la hiérarchie et les hommes de troupe » semble en revanche plus avéré.

### **Des Eglises et des casernes dispersées politiquement**

Ces événements viennent une fois de plus souligner la perméabilité des sphères religieuses et militaires malgaches au monde politique. En exacerbant les désaccords et les fragilités qui les travaillent, la crise politique a en effet frappé de plein fouet ces deux institutions qui, depuis plusieurs décennies déjà, s'affirment fortement sur la scène publique. Rattrapés par les positions connues ou alléguées des uns et des autres, le célèbre Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar (FFKM) s'est ainsi montré incapable d'assumer le rôle de médiation qu'il joue traditionnellement dans les périodes difficiles et affiche aujourd'hui une position de retrait inhabituelle.

Les déclarations, aussi fermes que contrastées, avec lesquelles les divers corps armés ont accompagné les réunions de Maputo 1, Maputo 3 et de Pretoria, sont quant à elles, tout autant de signes des divergences de vues qui animent l'armée. Tandis que certains s'opposent fermement à toute mesure de clémence en direction des opposants politiques (amnistie, partage du pouvoir), d'autres s'insurgent au contraire contre l'intransigeance de la Haute Autorité de Transition à l'égard de ces derniers. A plusieurs reprises, les militaires concernés ont menacé de prendre leurs responsabilités en cas de non respect des sommations. Il faut toutefois indiquer qu'à ces déclarations fracassantes répondent des appels non moins appuyés au retour des militaires à la position de neutralité qui doit être la leur. Ce souci aurait notamment encouragé [les hauts gradés à refuser la proposition de mise en place d'un gouvernement militaro-civil](#) qui leur avait été faite par Andry Rajoelina. Certains observateurs remarquent toutefois qu'en récompensant la violation des valeurs de hiérarchie et de discipline, les événements de mars 2009 ont ouvert une brèche difficile à refermer. La mutinerie des sous-officiers du CAPSAT (Corps d'Armée des Personnels et des Services Administratifs et Techniques) avait alors précipité la chute de Marc Ravalomanana et l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina. Menée en contravention des ordres donnés par le chef de corps du FIGN (le général Zafera), la rébellion du 20 mai dernier suggère en effet que l'initiative réussie du CAPSAT a pu galvaniser les moins gradés.

Bien que de faible envergure, la révolte de Fort-Duchesne a suscité de vives inquiétudes. Révolte de sous-officiers, tension socio-politique, présence religieuse : en bien des points cette mutinerie s'apparentait à celle qui avait contribué à mettre un terme au régime de Marc Ravalomanana. Sans avoir ne serait-ce qu'approché un pareil résultat, elle est venue rappeler l'état de tension qui règne dans le pays et la position fragile dans laquelle se trouve Andry Rajoelina alors que les divisions minent les forces armées autant que son propre camp.

Mathilde Gingembre est doctorante à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/06/02/insurrection-militaro-religieuse-a-madagascar-2/#more-82>